

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 29 septembre 2025

Le fait marquant

Le Gouvernement apporte sa garantie à Jaguar Land Rover à hauteur de 1,5 Md£

Le ministre en charge des Entreprises, Peter Kyle, a annoncé que le Gouvernement garantirait l'emprunt de 1,5 Md£ souscrit par JLR pour préserver son écosystème malgré l'immobilisation de ses activités depuis le 31 août en raison d'une cyber-attaque.

La suspension prolongée des activités de production du constructeur était devenue source d'inquiétude pour l'ensemble des entreprises de la chaîne de valeur du groupe. JLR emploie 30 000 personnes directement au Royaume-Uni, et mobilise indirectement 100 000 personnes à travers ses 700 fournisseurs. Plusieurs PME avaient indiqué que l'arrêt des commandes les exposait à une faillite imminente. Le Gouvernement a explicitement fait le lien entre cette garantie et l'objectif de préservation du bassin d'emploi dans les West Midlands.

L'emprunt a été souscrit par JLR auprès d'une banque commerciale et devrait être remboursé en cinq ans. Le coût de l'arrêt forcé de l'activité du groupe est estimé à 50M£ par semaine.

Si cette annonce a été reçue favorablement par les députés travaillistes et les parlementaires locaux, plusieurs médias se sont interrogés sur les risques d'aléa moral. Il s'agit en effet de la première fois au Royaume-Uni qu'une entreprise bénéficie d'un soutien public après avoir subi une cyber-attaque. Le FT évoque ainsi le risque que les entreprises n'intègrent pas dans leurs coûts les risques cyber, JLR n'ayant par exemple pas souscrit à une assurance cyber. L'origine de l'attaque demeure encore incertaine.

Environnement

Les conservateurs promettent d'abroger le *Climate Change Act* de 2008

Kemi Badenoch, cheffe de file des conservateurs, a annoncé lors de la conférence annuelle ce 2 octobre, que son parti abrogerait le *Climate Change Act* de 2008 s'il revenait au pouvoir. Elle a affirmé que cette décision, très controversée, permettrait de résoudre la crise du coût de l'énergie et de prioriser la croissance économique. Pour mémoire, le *Climate Change Act* sert de référence aussi bien au Royaume-Uni, ayant inscrit dans la loi les objectifs de transition écologique, qu'à l'international, étant la première loi-cadre climat du monde.

Cette déclaration s'inscrit dans la continuité du discours des conservateurs sur la nécessité de mettre fin à l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050, [annoncé](#) en mars 2025. L'abrogation de la loi irait toutefois beaucoup plus loin, puisqu'elle supprimerait l'obligation de respecter les budgets carbone quinquennaux et entraînerait la dissolution du *Climate Change Committee*, l'organisme indépendant chargé de conseiller et de contrôler l'action climatique du gouvernement.

Howden financé pour un système spatial de suivi de la biodiversité

L'assureur Howden a annoncé avoir obtenu un financement de la UK Space Agency pour développer, avec PCI Geomatics, une solution de surveillance des risques liés à la biodiversité basée sur les satellites et l'intelligence artificielle. Le projet, porté par le *Howden Resilience Laboratory*, vise à aider assureurs, propriétaires fonciers et promoteurs à suivre les changements écologiques et à intégrer ces données dans l'évaluation des risques. L'outil soutiendra aussi les obligations de reporting liées aux recommandations de la *Taskforce on Nature-related Financial Disclosures* (TNFD) et à la politique britannique de *Biodiversity Net Gain*, qui impose aux promoteurs anglais d'assurer un gain de biodiversité d'au moins 10 % (sur site, hors site ou via l'achat de crédits biodiversité). Des tests pilotes vont être menés avant un déploiement à plus grande échelle dans des secteurs comme l'agriculture, l'énergie et l'aménagement du territoire.

Londres respecte pour la première fois les limites légales de NO₂

Des [données](#) publiées par le ministère de l'Environnement (Defra) indiquent que la capitale britannique a respecté pour la première fois les limites légales de qualité de l'air pour le dioxyde d'azote (NO₂) en 2024, fixées à 40 µg/m³.

Le maire Sadiq Khan a salué ce résultat historique, rappelant qu'un rapport de 2019 estimait qu'il faudrait 193 ans pour atteindre ces limites sans interventions supplémentaires. Les principales mesures ayant permis cette amélioration sont (i) l'extension de la zone à très faibles émissions (ULEZ) à l'ensemble de la ville, (ii) des programmes de prime à la conversion aux véhicules électriques et (iii) le déploiement de plus de 2 000 bus zéro émission.

Energie-climat

***Diversified Energy* transfère sa cotation principale de Londres à New York**

Le producteur de gaz *Diversified Energy* a [annoncé](#) le 30 septembre qu'il projette de déplacer sa cotation principale de Londres vers le New York Stock Exchange, tout en conservant une cotation secondaire au Royaume-Uni. L'entreprise, dont les actifs, les employés et le siège opérationnel sont aux États-Unis, qualifie ce choix de « naturel », et le justifie par l'attractivité des investisseurs et des marchés américains. Cotée à Londres depuis 2017, la société a vu sa valeur boursière chuter de près de 60 % en cinq ans.

À Liverpool, Ed Miliband promet une interdiction définitive de l'extraction du gaz de schiste par la fracturation hydraulique

Lors de la conférence du Parti travailliste à Liverpool, le secrétaire à l'Énergie et à la Sécurité énergétique, Ed Miliband, a annoncé que le gouvernement allait présenter une loi pour interdire définitivement la fracturation hydraulique (*fracking*) en Angleterre. Cette mesure empêcherait durablement tout nouveau projet d'exploration de gaz de schiste sans un vote du Parlement, alors que Reform UK (le parti de Nigel Farage) prône un développement de la technique.

Ed Miliband a également réaffirmé l'objectif d'atteindre 95 % d'électricité décarbonée d'ici 2030 en mettant en avant le rôle de la société publique Great British Energy, qui a récemment conclu un [accord](#) avec le ministère de la Défense pour déployer des panneaux solaires et micro-éoliennes sur une quinzaine de sites militaires, en plus d'intensifier l'installation sur environ 250 écoles et plus de 270 établissements du NHS, grâce à un financement total de 255 M£.

Premier réseau de chaleur « d'importance nationale » pour près de 300 000 foyers londoniens

Cory, société britannique de gestion des déchets, a annoncé la construction du premier réseau de chaleur désigné « d'importance nationale », dont les travaux débiteront en 2028. Le projet utilisera la chaleur résiduelle de la centrale de valorisation énergétique des déchets (850 000 t/an) Riverside 1, à Bexley, pour alimenter environ 300 000 foyers londoniens à partir de 2032. Le réseau, construit par tunnels souterrains, couvrira le sud-est et le centre de Londres et pourrait attirer près de 5 Md£ d'investissements dans les infrastructures thermiques locales.

Cette initiative s'inscrit dans l'objectif du gouvernement britannique de couvrir 20 % de la demande en chaleur via des réseaux collectifs d'ici 2050. D'autres projets de réseaux de chaleur sont déjà en cours à Londres, comme le South Westminster Area Network (SWAN) à 1 Md£, et le suédois Vattenfall a annoncé en septembre vouloir connecter plus de la moitié de Bristol à un réseau collectif d'ici 2050.

Transports

Le CCC critique le projet d'assouplissement du mandat ZEV sur les ventes de voitures électriques

Le *Climate Change Committee* avertit, dans une [lettre](#) de réponse au gouvernement, que les changements envisagés au *Zero Emission Vehicle (ZEV) Mandate*, qui fixe les quotas de ventes de voitures à zéro émission, risquent de favoriser les hybrides rechargeables au détriment des véhicules 100 % électriques. Dans une lettre à la secrétaire aux Transports Heidi Alexander, le CCC souligne que cette flexibilité supplémentaire pourrait ralentir la baisse des émissions du transport terrestre, secteur le plus polluant au Royaume-Uni, et compromettre les objectifs climatiques à moyen terme.

Le gouvernement débloque 4 M£ pour financer des projets innovants dans l'aviation

Le Department for Transport et Innovate UK ont annoncé que dans le cadre du programme Future Flight, plusieurs projets innovants bénéficieraient d'un financement à hauteur de 4,4 M£. Il s'agit essentiellement de projets de drones disposant de capacités de transport de charges lourdes (heavy-lift drones), devant appuyer des services de restauration écosystémique, de livraison médicale ou de maintenance des parcs éoliens en mer.

Pour mémoire, le Gouvernement s'est engagé à 14,9 Md£ d'investissement dans le financement de l'innovation aéronautique.

La ministre des transports annonce la nationalisation à venir du plus grand opérateur ferroviaire britannique

La ministre des Transports, Heidi Alexander, a annoncé la nationalisation à venir du plus grand opérateur ferroviaire britannique, *Govia Thameslink*. La licence d'exploitation de l'entreprise doit expirer en mai 2026, et ne sera pas renouvelée. Les lignes devraient entrer dans le giron de *Great British Railways* (GBR), un opérateur nationalisé recentrant à la fois la gestion du réseau ferroviaire et son exploitation.

La nationalisation des quinze opérateurs ferroviaires opérant au Royaume-Uni se fait graduellement. Sous le précédent gouvernement conservateur, quatre opérateurs avaient été nationalisés à l'issue de ruptures de leurs obligations contractuelles. Les travaillistes, qui ont annoncé dans leur programme une détention publique complète du secteur d'ici 2027, ont mis en œuvre la nationalisation de deux nouveaux opérateurs (*South Western Railways* et *c2c*) depuis leur accession au pouvoir. Une troisième devrait être entérinée le 12 octobre (*Greater Anglia*). La nationalisation de *Govia Thameslink* en mai portera la part des déplacements ferroviaires opérés par des entreprises détenues publiquement à plus de 75%.

Ces mesures devraient permettre de réduire le niveau de subvention accordées par l'Etat au secteur ferroviaire (12Md£ actuellement), en limitant notamment les frais de justice liés aux contentieux sur la responsabilité des retards et leurs indemnisations.

Industrie

AstraZeneca va coter ses actions sur la bourse de New York

Après la suspension de 200 M£ d'investissements au Royaume-Uni au début du mois, AstraZeneca a annoncé coter ses actions ordinaires sur la bourse de New York (NYSE). La démarche vise à faciliter la levée de capitaux et à bénéficier de la croissance dynamique des places boursières américaines. Si l'entreprise, deuxième capitalisation du FTSE 100, conserve sa cotation principale et son siège à Londres, le signal envoyé aux autorités britannique interroge, alors que les Etats-Unis représentent son premier marché (43% du chiffre d'affaires) et que l'annonce coïncide avec des pressions de l'administration de Donald Trump sur le secteur pharmaceutique.

Ces annonces interviennent dans le contexte :

- d'annonce par le président américain de droits de douane de 100% sur les importations de médicaments aux Etats-Unis, à l'exception des entreprises qui construisent des usines sur le territoire américain.
- de critiques de Donald Trump sur les écarts importants de prix payés pour les médicaments entre l'Europe et les Etats-Unis, qui ciblent particulièrement le Royaume-Uni, dont les prix sont comparativement très bas.

Lors de l'inauguration d'un site de R&D de Moderna, le ministre des sciences britannique, Lord Vallance, a fait un pas vers les acteurs industriels en indiquant qu'une réforme du mode de tarification des médicaments au Royaume-Uni serait étudiée.

Départ de la CEO du groupe GSK

La directrice du groupe britannique GlaxoSmithKline (GSK), Emma Walmsley a annoncé son départ du groupe, qu'elle dirigeait depuis 2017. Elle sera remplacée par Luke Miels, jusqu'ici Chief Commercial Officer de l'entreprise. Le groupe doit notamment anticiper l'expiration en 2028 de son brevet sur le dolutegravir, médicament phare contre le VIH.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), Apolline Delagrangue, revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr